Puis il continue:

De quoi se plaignent les Canadiens? S'il y avait au Canada les capitaux disponibles pour exploiter les ressources et les industries, les sociétés américaines n'y seraient pas en aussi grand nombre et n'auraient pas un aussi grand pouvoir de contrôle dans les entreprises.

Je ne crois pas vraiment qu'on ne puisse trouver au Canada les capitaux pour une industrie nationale. Mais je suis tenté de croire que la volonté d'un gouvernement désireux de favoriser l'établissement d'une industrie nationale n'était pas présente et n'était pas sincère. Je ne cherche pas à critiquer l'actuel ministre de l'Industrie. Son projet, dans le cadre de la philosophie du gouvernement, a été peut-être le meilleur projet qu'on pouvait concevoir, compte tenu de certaines limites.

J'aimerais toutefois retourner au point de vue qui a été énoncé au tout début. J'ai assez de confiance dans le ministre actuel et ses conseillers pour être convaincu que si le ministre avait reçu une directive comme: «Créons une industrie nationale au pays, organisons-la entre nous plutôt que sur le plan international», il aurait pu réaliser cet objectif.

Je regrette énormément, comme beaucoup d'autres Canadiens, que ceci n'ait pas été fait. Toutefois, je suis assez certain que cette résolution sera adoptée et que nous devrons nous résigner pendant longtemps à cet accord. Il y a certaines mesures que le ministre devrait envisager sans délai s'il veut avoir, à l'égard de ces problèmes, l'attitude aussi logique qu'il a adoptée vis-à-vis du continentalisme. J'ai reçu des lettres de certaines industries de ma circonscription qui ont signalé, tout comme d'autres orateurs ce soir, l'incapacité d'un ministère du gouvernement de communiquer avec l'autre, afin de donner à l'industrie canadienne au moins l'occasion de profiter pleinement de cet accord.

Nous devons, à mon avis, libérer notre industrie. Nous lui avons demandé de soutenir la concurrence. Je n'y vois pas d'objection. Notre industrie, à mon sens, doit se lancer dans une concurrence peut-être plus vive qu'antérieurement; mais si nous lui demandons de faire de la concurrence, il nous faut la libérer et lui accorder des chances égales.

J'ai reçu d'un industriel une lettre qui commence par ces mots: «nous sommes résolus de soutenir la concurrence». Les fabricants canadiens méritent beaucoup d'éloges. En face de cette attitude révolutionnaire, ils ont signifié leur intention de faire de leur mieux pour être à la hauteur de la concurrence sur un marché de ce genre. Il ajoute:

A l'heure actuelle, on demande à l'industrie du vinyl et de tissus recouverts de vinyl de soutenir la concurrence de tout le continent dans le secteur désigné par l'accord canado-américain sur les produits de l'industrie automobile.

Nous sommes résolus de soutenir la concurrence dans ces conditions, et je n'ai pas besoin, je le sais, de vous expliquer l'effet de la taxe de vente de 11 p. 100 et des droits de douane de 22½ p. 100 sur les machines et l'outillage, pour la plupart spécialisés et fabriqués soit aux États-Unis soit au Royaume-Uni.

La question est d'une urgence immédiate, car l'Accord international aura des répercussions financières, et une fois que les sociétés américaines auront dressé leurs plans pour atteindre les buts indiqués, ce sera très difficile de les modifier.

Il incombe au gouvernement, particulièrement dans cette industrie où se pratique le libre-échange relatif ou modifié, d'abolir les droits qui l'empêchent d'obtenir l'outillage à un coût permettant la concurrence et la taxe de vente qui joue contre elle. Je crois que le gouvernement ne peut pas faire moins que cela. Je ne demande pas l'abolition générale des droits de douane ou de la taxe de vente, mais dans ce genre d'industrie, où c'est la lutte pour la vie, je crois que le gouvernement doit fournir l'occasion de combattre sans désavantage.

Si le gouvernement a besoin de revenus, je crois qu'il est bien plus sensé de donner à nos sociétés canadiennes l'occasion de lutter et de faire des bénéfices et après quoi le gouvernement peut prendre sa part. Si on ne leur permet pas d'abord de lutter, il n'y aura pas de bénéfices à taxer. C'est pourquoi je considère que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates dans ce domaine.

J'aimerais consigner au compte rendu une autre lettre d'une industrie de ma circonscription dans laquelle on peut lire:

Le ministre de l'Industrie a demandé avec instance aux usines de fabrication de pièces d'automobiles d'accroître leurs installations afin de répondre aux nouvelles demandes qui seront faites à l'industrie canadienne en vertu de l'Accord du Canada et des États-Unis sur l'automobile. Cela a été fait.

En 1964, nous avons augmenté nos installations manufacturières en agrandissant notre usine à un coût dépassant $100,000. La taxe de vente (naturellement) a été payée et représentait environ $7,500.

Le concurrent américain n'a pas ce désavantage. Il fait quelques commentaires au sujet du ministre des Finances, et je crois que ces commentaires ou ces critiques sont justifiés:

Le ministre des Finances a déclaré que les entreprises devraient retarder l'achat de machines et d'outillage. Les politiques des deux ministres sont inconciliables.

[M. Saltsman.]